

Le CCIF menace Macron : s'il n'interdit pas la critique de l'islam, les musulmans quitteront la France

écrit par Christine Tasin | 15 mars 2018



Les salauds ça ose tout, c'est à qu'on les reconnaît. Mais parfois on aime à les lire. Trop pressés, ils se dévoilent...

Le documentaire israélien a clairement prouvé que le fondateur du CCIF était payé par le Qatar et les Frères musulmans pour imposer la charia en France, mais cela ne les fait pas rougir, au contraire...

Et hop ! Une très longue lettre ouverte du CCIF à Emmanuel Macron, lui demandant de se positionner sur... la laïcité. Carrément :

<http://www.islamophobie.net/articles/2018/03/13/lettre-ouverte-a-emmanuel-macron/>

Les musulmans du CCIF qui donnent des leçons de laïcité française au Président de la République, c'est pas mal :

Vos différentes déclarations, semblent indiquer une volonté d'apaisement du débat que nous saluons. Si l'Etat est laïc,

les membres de la communauté nationale n'ont pas l'obligation de l'être.

Dès le début les choses sont claires. Le CCIF, détenteur du coran et donc de la vérité mahométane l'affirme. Les musulmans n'auraient pas à respecter la laïcité, réservée à l'Etat (bref l'Etat vache à lait qui subventionne les associations musulmanes, veut salarier les imams, déduit des impôts les sommes versées pour la construction de mosquées etc).

Et en passant ils lèchent le derrière à Macron-Morsi, qui les a si bien compris avant même de les entendre.

La loi de 1905 qui protège chaque citoyen en lui garantissant le droit de croire ou de ne pas croire, sans être inquiété pour ses opinions.

Comme si avec l'islam il s'agissait juste de croire ou de ne pas croire, comme dans le christianisme ! Comme si ce n'était pas un système politique totalitaire qui régit toute la vie de l'individu, son emploi du temps, ses vêtements, la façon de se torcher le derrière.

Et hop, tout de suite, à l'attaque : Le bon sens républicain nécessite que la communauté nationale se dresse comme un seul homme face à toute tentative d'instrumentalisation de la laïcité à des fins de division ou de racisme.

Qui sépare ? Qui exclut, par le voile, par le halal, par les carrés musulmans ? Qui ? Et on ne parlera pas du terrorisme et de la délinquance ordinaire dans les territoires islamisés.

Le CCIF veut que les musulmans soient protégés des radicalisés de la laïcité. Idée grandiose, opposer les radicalisés musulmans qui tuent et les "radicalisés" de la laïcité qui s'attaquent, eux, uniquement à une doctrine, à l'islam.

Et le grand mot est lâché, racisme.

Ne pas accepter les horreurs de l'islam serait du racisme.

Bref, il s'agit dans cette lettre de demander que, effectivement, l'islamophobie soit un délit, qu'elle soit renvoyée dos à dos avec l'antisémitisme, et que l'on revienne, tout bonnement, au délit de blasphème. Excusez du peu.

On notera sans surprise le chantage électoral : “les Français qui vous ont élu”. Petit rappel en passant : Macron, comme Hollande, a été élu en partie grâce aux voix des musulmans... Le CCIF attend le retour de bâton promis. Les députés musulmans à l'Assemblée sous l'étiquette En Marche, ça ne suffit pas. La seconde étape est la criminilisation de l'islamophobie. Ce qui est déjà en cours grâce aux magistrats du Syndicat de la Magistrature. Mais ça ne suffit pas. Plus un Zemmour, plus un Bensoussan, plus un Cassen, plus une Tasin... ne doivent échapper à la loi mahométane.

Mais le plus beau est là, un vrai rayon de soleil. Le CCIF menace Macron : les jeunes musulmans, s'il ne fait rien, pourraient bien quitter la France :

La jeunesse, en particulier, formée ici et voyant la promesse de liberté, d'égalité et de fraternité se réduire à peau de chagrin chaque fois que les pouvoirs publics plieront face aux extrêmes, se confortera dans l'idée de quitter la France, de s'exiler loin de leur terre natale et loin de l'immobilisme. 150 milliards d'euros : c'est le coût de la discrimination en France selon une enquête France Stratégie datant de septembre 2016.

Nom de Zeus, c'est vrai ? Ils y songent ! Ils veulent “s'exiler”, quitter leur terre “natale” qu'ils détestent pour aller dans leur pays d'origine, le seul qu'ils aiment et

reconnaissent ?

Qu'ils y courent... On est même prêts à les payer pour qu'ils dégagent et débarrassent la France de l'islam qui est en train de la pourrir, de pourrir la vie des Français.

Hélas, on sait que Macron est payé pour oeuvrer au Grand Remplacement et qu'il est islamophile...

Sans doute que son ministre de la justice servile et ses députés caniches ne verront aucun inconvénient à restaurer le délit de blasphème au bénéfice de l'islam pour complaire aux Frères musulmans et à leurs payeurs wahhabites. Il s'agit bien de restaurer le Califat islamique depuis la France, comme l'a demandé Qaradawi. Et de permettre aux Frères musulmans de parachever leur oeuvre, le djihad silencieux.